

L'INFO DU JOUR

Passes Navigo : la hausse du prix de 3 % confirmée sauf en zone 5

Cette fois, c'est fait. Le conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France a validé, hier matin, la hausse de 3 % des tarifs dans les transports en commun au 1^{er} janvier 2014, conséquence du passage de la TVA de 7 % à 10 %. Une bonne nouvelle pourtant : comme nous l'annoncions hier, seront épargnés les acheteurs de tickets à l'unité et ceux qui paient déjà le plus cher, les quelque 500 000 abonnés les plus éloignés de la capitale, ceux des zones 1-5 (113,20 € par mois), pour qui les tarifs resteront inchangés.

■ Une mesure qui coûtera dix millions d'euros

Ce « cadeau » aux usagers de grande couronne, résultat d'un accord de dernière minute intervenu mardi entre socialistes et écologistes, a fait hier l'objet d'un amendement, qui n'a pas été voté par les élus UMP. « Nous étions favorables à cette mesure, explique François Durovray (UMP) élu à Montgeron (Essonne) mais nous n'avons pas participé au vote car nous contestons son financement, qui a re-



Ils seront environs 500 000 abonnés, les plus éloignés de la capitale, à ne pas être touché par la hausse du prix du passe Navigo.

(LP/Marc Menou.)

cours à la dette ». Estimée à dix millions d'euros, cette mesure va être financée par un recours plus important à l'emprunt, confirmait mardi soir le vice-président chargé des transports, Pierre Serne (EELV).

En tout cas, la nouvelle réjouit Vincent Eblé (PS), président du conseil général de Seine-et-Marne

et administrateur du Stif. « Nous avons protégé les usagers de grande couronne qui subissent le plus de perturbations alors qu'ils paient le plus cher ».

Pour tous les autres, même si elle était annoncée la pilule aura forcément du mal à passer. Si le Stif investit lourdement dans du nou-

veau matériel, les conditions de circulation restent particulièrement difficiles, notamment dans les RER et sur le réseau Transilien, où la ponctualité se dégrade ces dernières années.

C'est pourquoi les élus UMP ont voté contre la hausse des tarifs et que les communistes et apparentés

se sont abstenus. « Nous avons proposé un gel pur et simple des tarifs en 2014, rappelle François Durovray. Hausse de la TVA ou pas, les usagers paient déjà trop pour un service qui n'est pas au niveau ». Son groupe privilégiait une contribution plus importante du conseil régional et une renégociation à la baisse des contrats passés avec la SNCF.

La proposition de la droite n'a pas été retenue mais en revanche, le Stif a émis un vœu « que nous réclamions avec le président du conseil général de l'Essonne Jérôme Guedj (PS) », précise Vincent Eblé, demandant à la SNCF de « consentir un geste commercial en compensation des difficultés rencontrées ces dernières semaines sur les différentes lignes du réseau ».

Par ailleurs, le Stif a mandaté son président, Jean-Paul Huchon (PS), pour qu'il intervienne auprès du gouvernement afin qu'il reconnaisse les transports comme bien de première nécessité, ce qui permettrait de les taxer à seulement 5,5 % et de réduire ainsi la facture pour les usagers.

GREGORY PLESSE